

Mercredi 18 avril 2018

Emplois francs, Parcours Emploi Compétences (PEC) : 2 mesures pour faciliter l'insertion dans l'emploi

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône
www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr –  [@prefet13](https://twitter.com/prefet13)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Insertion dans l'emploi : signature des premiers emplois francs

Pierre DARTOUT, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône, Marie-Emmanuelle ASSIDON, préfète déléguée pour l'égalité des chances, Christian SANFILIPPO, directeur régional adjoint de Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur signent les premiers emplois francs en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce jour, mercredi 18 avril au sein de l'entreprise ONET.

■ Ces premiers « emplois francs » concernent des bénéficiaires issus de quartiers prioritaires de la Politique de la Ville

Les deux bénéficiaires viennent d'horizons différents :

- Noura, 47 ans, habite un QPV d'Aix-en-Provence. Elle signera un contrat « emploi franc » pour un poste en CDI.
- Abdelghani, 46 ans, habite un QPV de Marseille. Il signera un contrat « emploi franc » pour un poste au MUCEM en CDD.

■ Parcours – Emploi – Compétences

Favoriser l'insertion professionnelle est au centre de la politique menée par le gouvernement. Outre le dispositif des emplois francs, le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel est au cœur du dispositif.

La mise en œuvre des Parcours Emploi Compétences (PEC) qui permet l'inclusion durable des personnes les plus éloignées du marché du travail est également une mesure mise en place par le gouvernement depuis le début de l'année qui repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement.

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr – [@prefet13](https://twitter.com/prefet13)

SOMMAIRE

L'EXPÉRIMENTATION EMPLOIS FRANCS SUR LE TERRITOIRE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2019, le territoire d'Aix-Marseille-Provence expérimentera le dispositif « Emplois franc » qui consiste en l'allocation d'une aide financière à toute entreprise ou association du territoire national pour l'embauche en CDI ou en CDD, d'au moins 6 mois, d'un demandeur d'emploi résidant dans un quartier de l'expérimentation.

LE PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES

un nouveau dispositif en faveur de l'inclusion durable des personnes les plus éloignées du marché du travail.

L'EXPÉRIMENTATION EMPLOIS FRANCS SUR LE TERRITOIRE

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône
www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr –  [@prefet13](https://twitter.com/prefet13)

D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2019, le territoire d'Aix-Marseille-Provence expérimentera le dispositif « Emplois franc » qui consiste en l'allocation une aide financière à toute entreprise ou association du territoire national pour l'embauche en CDI ou en CDD, d'au moins 6 mois, d'un demandeur d'emploi résidant dans un quartier de l'expérimentation.

■ Les « emplois francs », quelles finalités ?

Les études convergent pour montrer que le fait d'être issu de certains territoires ou quartiers, comme les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, constitue un frein pour l'accès à l'emploi. Dans ces quartiers, ces difficultés touchent toutes les catégories de résidents, des personnes peu qualifiées aux personnes les plus diplômées. Le chômage y demeure très élevé, proche de 25 %, soit plus de deux fois et demi le taux de chômage national.

Le dispositif Emplois Francs, dont le principe est d'aider financièrement les employeurs qui choisissent d'embaucher certains jeunes issus de ces quartiers (quel que soit leur âge et leur niveau de diplôme), vise, en rétablissant l'égalité devant l'emploi, à lutter contre le chômage et les discriminations à l'embauche, et à contribuer au développement des territoires les plus en difficulté.

À partir du 1^{er} avril 2018, et jusqu'au 31 décembre 2019, aux termes de l'article 175 de la loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017, ce sont ainsi **194 quartiers**, dont la liste est fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'emploi, de la ville et du budget, qui serviront de base à une expérimentation du dispositif, dans la perspective d'une généralisation à l'horizon 2020.

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr –  [@prefet13](https://twitter.com/prefet13)

LES EMPLOIS FRANCS



LE CHIFFRE

2,5x plus

de demandeurs
d'emploi dans les quartiers
prioritaires

25 % dans les quartiers
prioritaires contre 9,5 %
à l'échelle nationale



@Min_Territoires | @Minist_Travail

LES EMPLOIS FRANCS



LA CARTE



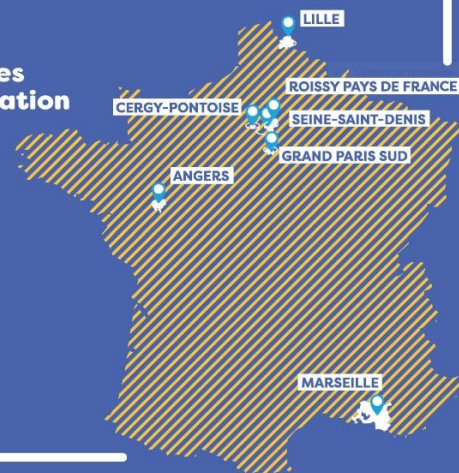
194 quartiers
sur 7 territoires
d'expérimentation



200 000
demandeurs
d'emploi



1,4 million
d'habitants



@Min_Territoires | @Minist_Travail

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr – @prefet13

■ Les « emplois francs », comment ça marche ?

Une aide financière

Les emplois francs consistent en une aide financière versée à toute entreprise ou association, pour l'embauche en CDI ou en CDD d'au moins 6 mois d'un demandeur d'emploi résidant dans un quartier participant à l'expérimentation.

Le montant de l'aide s'élève, pour un temps plein, à :

- **5 000 euros par an sur 3 ans pour une embauche en CDI**
- **2 500 euros par an sur 2 ans maximum pour une embauche en CDD d'au moins 6 mois**

Ces montants sont proratisés au temps de travail et à la durée du contrat.

Que l'employeur puisse bénéficier de l'aide, les embauches doivent avoir lieu entre le 1er avril 2018 et le 31 décembre 2019.

Les publics éligibles

Une personne peut être embauchée en emploi franc :

- quel que soit son âge,
- quel que soit son niveau de diplôme,
- quelle que soit son ancienneté d'inscription à Pôle emploi,
- quel que soit son temps de travail (temps partiel, temps plein) au moment de l'embauche,
- quelle que soit sa rémunération au moment de l'embauche.

Elle doit cependant remplir **deux conditions** :

- résider dans l'un des quartiers de l'expérimentation
- être inscrit comme demandeur d'emploi à Pôle emploi en catégorie A, B ou C (c'est-à-dire être disponible pour un emploi).

Les quartiers concernés

L'expérimentation des emplois francs concerne les demandeurs d'emploi qui résident dans les quartiers reconnus quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) des territoires de la métropole d'Aix-Marseille-Provence. (Voir annexe).

Elle concerne le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notamment 15 communes et **59 quartiers** Politique de la Ville. **Plus de 46 000 demandeurs d'emploi** de catégories ABC (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, qu'ils aient exercé une activité réduite ou non au cours du mois) sont ainsi éligibles aux emplois francs.

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr – [@prefet13](https://twitter.com/prefet13)

Les entreprises éligibles

Le bénéfice de l'aide de l'Etat pour le recrutement d'un demandeur d'emploi en emploi franc est ouvert aux employeurs mentionnés à **l'article L. 5134-66 du Code du Travail**, c'est-à-dire affiliés à l'assurance chômage et situés sur le territoire national.

Ce champ inclut la plupart des entreprises ainsi que les associations.

En revanche, sont exclus :

- tous les employeurs publics, notamment les établissements publics administratifs (EPA), les établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) et les sociétés d'économie mixte (SEM)
- les particuliers employeurs

Les modalités de demande et de versement de l'aide

Les modalités de mise en œuvre et de suivi du dispositif sont définies par une convention conclue en application **de l'article L. 5312-1 du code du travail entre l'Etat et Pôle Emploi**.

L'aide est attribuée par Pôle Emploi pour le compte de l'Etat. La demande d'aide est déposée par l'employeur auprès de Pôle emploi au moment de la date de signature du contrat de travail, à l'aide d'un formulaire.

Pour renseigner ce formulaire, l'employeur doit demander à la personne qu'elle souhaite embaucher :

- une attestation de Pôle Emploi mentionnant son statut de demandeur d'emploi, son adresse et le QPV où elle réside
- un justificatif de domicile de moins de 3 mois.

L'aide sera versée par Pôle emploi chaque semestre, après transmission des justificatifs de présence du salarié.

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr –  [@prefet13](https://twitter.com/prefet13)

LES EMPLOIS FRANCS

emplois
francs 
LA COMPÉTENCE AU CŒUR DE NOS QUARTIERS



LES CRITÈRES

- Être inscrit à Pôle emploi sans limite d'âge et pour tout niveau de qualification
- Résider en quartier prioritaire de la politique de la ville
- Signer le contrat entre le 1^{er} avril 2018 et le 31 décembre 2019 avec une entreprise ou une association



 @Min_Territoires | @Minist_Travail

LES EMPLOIS FRANCS

emplois
francs 
LA COMPÉTENCE AU CŒUR DE NOS QUARTIERS



LA PRIME

Une aide à l'employeur qui embauche en CDD ou en CDI tout demandeur d'emploi résidant en quartier prioritaire

MONTANT DE L'AIDE



| | | |
|------------------------------|---|---|
| CDD 6 mois et plus | → | 2 500 € PAR AN PENDANT 2 ANS |
| CDI | → | 5 000 € PAR AN PENDANT 3 ANS |

MONTANTS PRORATISÉS
AU TEMPS DE TRAVAIL
(TEMPS PARTIELS)
ET À LA DURÉE
DU CONTRAT

 @Min_Territoires | @Minist_Travail

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr –  @prefet13

■ Les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte d'Azur

31 contrats de ville ont été signés en Provence-Alpes-Côte d'Azur et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur compte désormais 128 quartiers Prioritaires Politique de la Ville (QPV). Ces quartiers prioritaires couvrent une population totale de 520 150 habitants soit une augmentation de 32,2 % par rapport à la population des ZUS antérieures.

Un QPV sur 10 de France métropolitaine est situé en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les QPV sont concentrés : 106 QPV sont situés dans les 4 principales unités urbaines (Aix-Marseille, Avignon, Nice et Toulon) de la région dont la moitié appartient aux Bouches-du-Rhône, essentiellement sur le territoire de la métropole Aix-Marseille Provence.

Avec un taux de pauvreté de 47,2 % en moyenne, les QPV de la région sont les plus pauvres de France après ceux de l'Occitanie. C'est 5 points de plus que la moyenne de l'ensemble des quartiers métropolitains et 2,8 fois plus que le taux de pauvreté moyen régional.

Dans ces mêmes quartiers, le chômage est beaucoup plus élevé qu'ailleurs : la part des ménages percevant des allocations chômage est supérieure de 7 points à la moyenne régionale. Et, quand l'emploi est présent, il est précaire (CDD, intérim...) pour plus d'un cinquième de la population, soit deux fois plus qu'en moyenne régionale.

Enfin, l'insertion professionnelle y est particulièrement difficile : 77,1 % des personnes résidant dans les QPV sont sans diplôme contre 74,8 % au niveau national, alors qu'elles représentent 57,4 % de l'ensemble de la population régionale. Cela s'explique notamment par un retard scolaire à l'entrée en sixième deux fois plus important dans les QPV qu'en moyenne régionale.

À ces problématiques, s'ajoutent d'autres freins à l'insertion tels que le logement, les discriminations à l'embauche et la mobilité, notamment.

En savoir plus :

Consultez :

-le site <http://www.villemploipaca.fr>, piloté par la Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur

-le site du Commissariat général à l'égalité des territoires : <http://www.cgct.gouv.fr>

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr –  @prefet13

■ Quelques définitions...

Qu'est-ce que la Politique de la Ville ?

La politique de la ville vise à réduire les écarts de développement au sein des villes, à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers défavorisés et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Aujourd'hui, 5,5 millions de personnes vivent dans les 1 500 quartiers les plus pauvres, ciblés par la géographie prioritaire. Pour répondre au cumul de difficultés qui touchent ces territoires, la Politique de la Ville mobilise l'ensemble des politiques de droit commun et des services publics, et dispose de moyens d'intervention spécifiques.

Qu'est-ce qu'un Quartier prioritaire Politique de la Ville ?

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont identifiés selon un critère unique, celui du revenu par habitants. Une fois l'identification opérée, des échanges ont eu lieu avec les élus locaux afin de s'assurer de la cohérence du périmètre réglementaire du quartier prioritaire et, le cas échéant, l'ajuster.

■ Les 15 communes concernées par l'expérimentation

Aix-en-Provence
Aubagne
Berre l'Étang
Gardanne
Istres
Marignane
Marseille
Martigues

Miramas
La Penne-sur-Huveaune
Port de bouc
Salon de Provence
Septèmes-les-Vallons
Vitrolles
Pertuis

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr –  [@prefet13](https://twitter.com/prefet13)

LE PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES

un nouveau dispositif en faveur de l'inclusion durable des personnes les plus éloignées du marché du travail.

À partir de janvier 2018, les contrats aidés se transforment en Parcours Emploi Compétences. La mise en œuvre du nouveau dispositif repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours par l'employeur et le Service Public de l'Emploi.

Malgré un retour vers la croissance, la situation de nombreuses personnes durablement éloignées du marché du travail demeure préoccupante. C'est l'insertion professionnelle de ces personnes que vise le Parcours Emploi Compétences (PEC). Faisant évoluer les modes de fonctionnement du CAE (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi) et misant sur un triptyque emploi, formation, accompagnement, le PEC s'appuie sur une logique de parcours pour les bénéficiaires et sur une sélection des employeurs.

■ Quels employeurs ?

Sont concernés les employeurs du secteur non-marchand (associations et collectivités) répondant à des critères de sélection précis :

- Le poste concerné doit permettre de développer la maîtrise de comportements professionnels et de compétences techniques transférables favorisant l'accès aux métiers qui recrutent.
- L'employeur doit démontrer une capacité à accompagner au quotidien la personne. Il devra notamment désigner un tuteur chargé de favoriser la bonne intégration du salarié dans l'établissement.
- L'employeur doit permettre l'accès à la formation et à l'acquisition de compétences : remise à niveau, pré-qualification, période de professionnalisation, VAE, acquisition de nouvelles compétences...
- La capacité de l'employeur à pérenniser le poste pourra également être examinée

■ Quels publics ?

Le Parcours Emploi Compétences est destiné aux personnes les plus éloignées du marché du travail. Une attention particulière est accordée à certains publics tels que les résidents des quartiers prioritaires Politique de la Ville. Mais l'orientation vers un parcours emploi compétence repose avant tout sur le diagnostic réalisé par le conseiller du service public de l'emploi.

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr –  [@prefet13](https://twitter.com/prefet13)

■ Quel cadre contractuel ?

Le Parcours Emploi Compétences est prescrit dans le cadre de CUI-CAE (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi), pour une durée de 9 à 12 mois et 20 à 26 heures hebdomadaires.

Des renouvellements seront possibles, allant de 6 mois minimum à 12 mois maximum après évaluation par le prescripteur de l'utilité pour le bénéficiaire de prolonger le contrat et sous réserve du respect des engagements de l'employeur.

■ Quel accompagnement ?

L'orientation en PEC s'appuie sur un diagnostic global de la situation du demandeur d'emploi réalisé par le conseiller du Service Public de l'Emploi. Sur cette base, le salarié en PEC bénéficie d'un accompagnement en trois phases. Un premier entretien avec le référent prescripteur du Service Public de l'Emploi, un second avec l'employeur et un troisième avec le salarié au moment de la signature de la demande d'aide. Ces entretiens doivent permettre la formalisation des engagements ainsi que la définition des compétences que le poste doit permettre au bénéficiaire d'acquérir.

■ Un suivi sur toute la durée du contrat

Un entretien de sortie, en cas de besoin, 1 à 3 mois avant la fin du contrat. L'entretien de sortie doit permettre de maintenir le bénéficiaire dans une posture de recherche active d'emploi, de faire le point sur les compétences qu'il a acquises, d'évaluer le cas échéant l'opportunité d'un renouvellement de l'aide, de mobiliser des prestations ou encore d'enclencher une action de formation complémentaire.

■ Quel financement ?

Les taux de prises en charge par l'État vont de 35 à 55 %. Ils sont définis par l'arrêté préfectoral du 9 février publié le 14 février 2018.

CONTACT PRESSE

Bureau de la communication interministérielle – 04 84 35 40 00

Retrouvez la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfecture des Bouches-du-Rhône

www.bouches-du-rhone.gouv.fr – www.paca.gouv.fr – [@prefet13](https://twitter.com/prefet13)